

## Esquisse d'une nouvelle politique patronale chez Renault (1)

II

DANS notre précédent numéro, nous avons essayé de présenter le cadre économique dans lequel la Bourgeoisie entend développer sa politique dite de « progrès social », dans l'entreprise, c'est-à-dire la décentralisation alors même que la « nationalisation » permet au capital, par l'intermédiaire de l'Etat, de **CONTROLLER ET CENTRALISER** au maximum les moyens de cette usine qui représente le 1/3 de la production automobile.

C'est en 1952, année des combats dans l'usine (12 février et 4 juin) que la Régie a fondé la **DIRECTION** des **RELATIONS SOCIALES**.

C'est certainement l'affaiblissement de la C.G.T. (500 militants licenciés), le désarroi des militants communistes, qui poussèrent la Direction à mettre à profit une situation dans laquelle on vit, dès le 5 juin, les gaulistes former des groupes d'action anti-communistes dits d'« auto-défense », et les dirigeants du syndicat F.O. diffuser des tracts intitulés « **A BAS LE FASCISME** » désignant la C.G.T. communistes, comme il se doit.

Si la Bourgeoisie entend utiliser adroitement la division ouvrière, il n'en reste pas moins qu'elle tend **TOUJOURS A RENFORCER SES PROPRES ARMES**.

C'est dans ce sens qu'il faut considérer la formation des « **RELATIONS SOCIALES** ».

Les réformes ou multiples concessions de salaires (c'est le cas chez **RENAULT**) obtenues par **LES LUTTES OUVRIÈRES**, ou la simple menace que représente la puissance des travailleurs, voient toujours les patrons essayer de s'en attribuer le « bénéfice moral ».

C'est ainsi que dans les différents conseils européens de tous ordres on les voit vanter « **LEUR** » régime social meilleur, à les en croire, que celui des pays voisins. Tous les militants ouvriers savent que le respect « des loi sociales » par les patrons dépend en dernière analyse de la puissance de la classe ouvrière.

La Régie Renault plus que toute autre entreprise craint l'intervention des organisations syndicales dans ce domaine et sur ce plan elle « applique la loi ». Elle se garde bien, aujourd'hui de provoquer les travailleurs. **LES « RELATIONS SOCIALES »** y veillent tout particulièrement. Seulement, « on » crée de nouvelles règles et les attributions des « **RELATIONS SOCIALES** » s'élargissent continuellement.

**L'ABOUTISSEMENT DE CETTE AFFAIRE** reste bien évident : sous des dehors se prétendant « roses » le capitalisme, prisonnier de ses loi, accroît continuellement l'exploitation des travailleurs. Ainsi, les services des relations sociales se proposent la formation d'un système d'Etudes de postes et de simplification du travail aboutissant à un **NOUVEAU MODE DE CHRONOMETRAGE** et une **NOUVELLE FAÇON DE DETERMINER LE SALAIRE DES OUVRIERS**.

Pour donner une image plus claire de cette politique générale de la Direction, disons que les Relations sociales en formant un « **BUREAU d'études des problèmes du personnel** » se proposent de déterminer ambitieusement une « **sociologie industrielle** » à la lumière des événements sociaux de la Régie.

Et de développer son idéologie par le « **Perfectionnement pratique du personnel** », bureau chargé d'organiser les cycles de conférences qui doivent permettre aux cadres et agents de maîtrise de devenir des « **chefs humains** » et par l'édition de multiples brochures, Bulletin d'information, Bulletin technique « **Le douar à l'usine** » petit livret à l'adresse des agents de maîtrise qui doit leur permettre de comprendre et d'aborder les quelques 3.500 Nord-Africains de l'usine.

Cet organisme des « **Relations sociales** » se présente comme un « **conseiller** » près des différents chefs à tous les échelons mais il entend bien que **SES CONSEILS SOIENT « APPLIQUES »**. Il réclame leur complicité, sous couvert du développement des initiatives pour sanctionner, muter et licencier les travailleurs. En même temps, c'est à sa maîtrise qu'elle entend confier la tâche de « **sonder l'âme ouvrière** » devant les mesures de la Direction. En éditant un carnet-guide pour l'agent de maîtrise contenant une documentation complète sur tout ce qui traite des « **questions sociales** » depuis les congés, alléaement, les prestations de la Mutuelle et les renseignements sur l'activité des sections sportives, les « **Relations sociales** » entendent substituer **AUX REPRESENTANTS REELS DES TRAVAILLEURS**, ses propres agents.

En essayant de prouver que le « **malaise social** » ne provient que de « **mauvaises conditions** » de travail, de modes de rémunérations défectueux, de commandement mal exercé et en intervenant sur ces différents points la Régie prétend **TOUT REGLER** et en conséquence considère les délégués, C.G.T. surtout, comme d'« **affreux agitateurs professionnels** ». Cela l'amène (suppression des 25 H. de franchise aux délégués suppléants, contrôle accru tout doucement à pratiquer une **OFFENSIVE SOURNOISE CONTRE EUX** des heures de franchise des titulaires, multiplication des avertissements, etc...)

**SON BUT : COMPARTIMENTER, FRACTIONNER, DECENTRALISER, DIVISER**, par les modes de rémunération (horaire chez les ouvriers, mensuel chez les employés et techniciens, au forfait pour les cadres).

**MULTIPLIER** les catégories d'ouvriers, les échelons, **DEVELOPPER** la méthode des Etudes de postes équivalent à pratiquer un **SALAIRE DIFFERENT POUR CHAQUE OUVRIER D'UNE MEME CHAINE**.

R. DUPARC.  
(A suivre.)

### ERRATUM

Dans notre dernier N° l'article portait par erreur 195 frs au lieu de 145 frs pour le salaire horaire demandé par la commission des conventions collectives.

## Vive le 1<sup>er</sup> Mai des Travailleurs

Dans une période où le patronat et le gouvernement portent de nouvelles atteintes aux conditions de vie et à la liberté de la classe ouvrière française et nord-africaine, à un moment où de nombreuses luttes montrent un regain de combativité de celle-ci, au moment où le peuple algérien combat courageusement par les armes l'impérialisme français, les organisateurs du meeting de Vincennes ont montré peu de confiance dans la classe ouvrière A. Le Leap a attiré l'attention des travailleurs sur la discussion qui a lieu en ce moment à la direction de la C.G.T. sur le projet de programme d'action proposé pour le 30<sup>e</sup> Congrès de celle-ci. Tous les travailleurs sont avertis et invités à lire et à discuter de ce projet. Mais l'assistance était encore trop peu nombreuse.

Pourquoi n'y avait-il aucun mot d'ordre des syndicats dans les rangs des ouvriers français ?

Pourquoi cette manifestation semble avoir été si peu préparée.

Est-ce parce que les ouvriers se désintéressent ? mais pourquoi ?

Pourquoi la manifestation est-elle bâclée en deux heures ?

Enfin, le plus grave, on a refusé de donner la parole à un orateur du M.T.L.D., choisi par les algériens eux-mêmes.

Il est à signaler que les travailleurs Nord-africains comme toujours très disciplinés étaient très combattifs, de nombreuses banderoles, sur lesquelles on lisait « **A bas le colonialisme...** » A

bas les tortionnaires... A bas la loi fasciste de l'état d'urgence », montraient leur état d'esprit.

Ils manifestaient en criant « **La parole aux Algériens** ». Pourquoi ne leur a-t-on pas donnée ?

Au bout d'une heure, ils se sont retirés en ordre du meeting et sont partis.

Cela est évidemment très regrettable c'est une mauvaise chose pour la classe ouvrière.

Mais il est encore plus mauvais de faire le silence sur cette affaire et de cacher les responsabilités. Il n'y a que la presse bourgeoise qui en parle. Pourquoi dans « **L'Humanité** » ne parle-t-on même pas de l'imposante représentation nord-africaine, de ses mots d'ordre ?

Pourquoi, même pas une photo de leur manifestation ?

Il est scandaleux également de reléguer en bas de la 7<sup>e</sup> page de « **L'Humanité** » en tout petit écho relatant les brutalités dont les travailleurs Nord-africains ont été victimes en province.

Cela ressemble à de mesquines représailles.

Les travailleurs communistes ont le droit de savoir ce qui s'est passé.

Il faut immédiatement réparer les erreurs vu les fautes commises. Reserrer les liens qui unissent les travailleurs.

Vive la solidarité des travailleurs français et coloniaux. Vive le 1<sup>er</sup> Mai.  
**P. VINCENT.**

## Unir les luttes dans l'automobile

L'automobile est le secteur de l'industrie qui marche en ce moment à plein rendement.

Les travailleurs de cette industrie ne sont pas si sensible au mot d'ordre de l'augmentation générale, des salaires par exemple « **25 frs de l'heure** », que ceux des industries et des secteurs annexes beaucoup moins payés.

Ils font de nombreuses heures supplémentaires, et c'est pour ça qu'ils ont des revendications différentes.

Tous les « **grands** » de l'automobile ont maintenant adopté le travail en équipes. Les équipes de 10 h. et le travail du Samedi commencent à se généraliser.

Au début, sans position ferme des syndicats et sans mots d'ordre les travailleurs n'ont pas réagis.

Mais aujourd'hui, de nombreux mouvements, montrent un réveil des travailleurs de l'automobile.

Les diverses fusions et accords entre Patrons **SIMCA-FORD PANHARD-CITROEN** ont eu pour résultat d'aligner les entreprises les moins productives, sur les plus avancées, dans le domaine de l'exploitation accélérée, les méthodes américaines **SIMCA** font école.

- Les cadences deviennent insoutenables.

- Les semaines de travail s'allongent interminablement.

- Les primes diverses tendent à représenter la plus grande partie du salaire réel.

- Les patrons font une chasse systématique aux organisations et aux dirigeants syndicaux. Ils organisent maintenant leur propre propagande.

Contre tout ça les travailleurs commencent à se dresser. Ils veulent profiter du peu d'argent qu'ils gagnent.

Ils ne veulent pas laisser leur santé à l'usine. C'est pour ça que dans la plupart des grandes entreprises ils luttent contre les heures supplémentaires, contre le travail du Samedi, Pour 3 semaines de congés payés.

**RENAULT.** Débrayages au département 76 (4 CV) pour obtenir un samedi de repos sur deux, que la direction leur refuse.

**SIMCA.** Débrayage à l'atelier de décolletage parce que la direction refuse de laisser les ouvriers sortir plus tôt à l'équipe du Samedi soir.

**CHAUSSON.** Nombreux mouvements et débrayages contre les cadences, contre le travail du samedi, contre les heures supplémentaires à l'atelier M.O. qui travaille pour **SIMCA**.

Les ouvriers et les syndicats **RENAULT** et **CHAUSSON** réclament également les 3 semaines de congés payés pour tous.

Les patrons ne sont pas insensibles à cette situation, et ils réagissent d'une manière unanime, et probablement concertée. Ce n'est pas par hasard si le même mois **SIMCA** augmente le salaire de base de 5 % quoique en supprimant une surprime, mais l'incorporation est acquise.

**CHAUSSON**, même chose, incorporation dans le salaire de base de 5 % et diminution d'autant du sursalaire.

**PEUGEOT.** Egalement 5 % d'augmentation de tous les salaires, à l'occasion de la sortie de la nouvelle « **403** ».

C'est évidemment la soupape de sûreté pour empêcher que la marmite éclate. Mais les ouvriers peuvent arracher bien plus.

Il est aujourd'hui nécessaire et possible d'unir les revendications des travailleurs de l'automobile.

- Retour au 40 h. sans diminution de salaire.

- 3 semaines de congés payés pour tous.

- Incorporation des primes dans le salaire de base.

- Contre les cadences infernales.

- Pour la liberté d'expression du droit syndical.

... Et d'en faire les mots d'ordre d'une lutte d'ensemble de ces travailleurs contre le patronat de l'automobile.

**G. PERILLIER.**